

ARRÊTÉ DU MAIRE
N°ST107RT2026
Prolongation arrêté ST060RT2026

Objet : raccordement électrique

Chemin de l'Archet angle allée des Chardonnerets

Du 23 mars 2026 au 17 avril 2026 (Arrêté temporaire)

Le Maire de BRIGNAIS,

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu l'ordonnance n° 58 1216 et le décret n° 58 1217 du 15 décembre 1958 relatifs à la police de la circulation routière,

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation routière,

Vu l'arrêté du 1^{er} avril 2025 N°PM017RP2025, concernant le stationnement réglementé à Brignais,

Vu l'arrêté municipal n°ST107RT2026 du 16 février 2026,

Vu la permission de voirie n°2026/031 de la CCVG,

Vu la demande du 19 mars 2026 formulée par l'entreprise SNCTP,

Considérant qu'en raison des travaux de raccordement électrique sur le chemin de l'Archet angle allée des Chardonnerets, réalisés par l'entreprise SNCTP pour le compte de ENEDIS, la chaussée est réduite et le stationnement autorisé sur accotement pour les véhicules de chantier, il convient de réglementer la circulation et le stationnement afin de prévenir tout risque d'accident et d'assurer la sécurité des usagers,

Considérant le caractère privé de l'allée des Chardonnerets, les travaux dans l'allée sont soumis à autorisation des propriétaires, et le présent arrêté réglemente uniquement les travaux réalisés côté chemin de l'Archet,

- ARRÊTE -

Article 1 : circulation et stationnement

➤ **Empiètement sur chaussée:**

- L'emprise de chantier est balisée en permanence et protégée par des barrières au droit du chantier
- Un alternat par panneaux est mis en place si la circulation est réduite à une voie de circulation au droit du chantier

➤ **Stationnement autorisé des véhicules de chantier sur accotement**

Article 2 : période

Les travaux sont exécutés du 23 mars 2026 au 17 avril 2026.

Article 3 : signalisation

Le chantier est signalé de jour comme de nuit et la signalisation sera mise en place par l'entreprise, sous sa responsabilité. La sécurité des piétons et des automobilistes est assurée par l'entreprise. Le présent arrêté doit être affiché sur site, par l'entreprise.

L'entreprise s'engage à ne pas perturber la circulation des usagers hors des périodes de travaux effectives (la nuit, le week-end et les jours fériés). Toute dégradation qui pourrait être causée par l'occupation du domaine public sera à la charge du demandeur. Les lieux devront être remis en leur état initial.

Article 4 : accès riverains et services

L'accès riverains est maintenu. L'entreprise est tenue de veiller à maintenir l'accessibilité aux services de secours et de lutte contre l'incendie ainsi qu'aux services de police. **Le service de ramassage des ordures ménagères est autorisé à passer.** Le responsable des travaux devra laisser l'accès aux véhicules de collecte de déchets (la largeur restant sur le domaine public de 3 m de large sur une hauteur de 3 m 50) ou à défaut apporter les bacs non accessibles à un point de collecte desservi par le camion de collecte et les ramener après la collecte à leur point initial (contact avec le SITOM pour l'organisation de la collecte : 04.72.31.90.72).

Article 5 : information réglementaire

Les infractions au présent arrêté seront constatées par procès-verbaux, dressés par les forces de l'ordre et poursuivies conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 6 : utilisation des bornes de puisage

L'utilisation des poteaux incendie est réservée à l'usage exclusif des services incendie. Toute autre utilisation est totalement interdite. Trois bornes de puisage sont situées en bordure de voirie et réservées, sans compteur, pour des travaux publics de Voirie Réseaux Divers.

Article 7 : recours

Un recours contentieux peut être déposé auprès du tribunal administratif territorialement compétent, dans le délai de deux mois à compter de sa mise en ligne. Le tribunal administratif peut être saisi d'une requête déposée sur le site www.telerecours.fr.

Article 8 : ampliation

Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur Le Commandant de la brigade de gendarmerie de Brignais, la Police municipale et tous les agents de la force publique chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté ; et au SDMIS, au SITOM, TRANSDEV, SUEZ.

Mise en ligne le :

25 MARS 2026

Fait à Brignais, le 23 mars 2026
Le Maire, **Serge BÉRARD**



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE • DÉPARTEMENT D'ARDECHE

VILLE DE BRIGNAIS . 28 rue Général de Gaulle . 69530 Brignais . Tél. 04 78 05 15 11
contact@mairie-brignais.fr . www.brignais.com